

International Review of Community Development Revue internationale d'action communautaire



Tiers-mondisme et anti-tiers-mondisme. Table ronde Third World and anti-Third World. Round table discussion Tercer-mundismo y anti-tercer-mundismo. Mesa redonda

Numéro 18 (58), automne 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1034277ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1034277ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)

2369-6400 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

(1987). Tiers-mondisme et anti-tiers-mondisme. Table ronde. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (18), 175–185. <https://doi.org/10.7202/1034277ar>

Résumé de l'article

Alors que se redéfinissent les rapports de dépendance entre pays développés et pays du Tiers-monde, certains intervenants et penseurs occidentaux remettent en question l'idéologie tiers-mondiste et les modèles d'action qu'elle préconise.

Si le débat semble engagé, au départ, entre les tenants de positions antinomiques, il ne s'inscrit pas moins dans une histoire qui est avant tout celle de la colonisation. En se référant à cette histoire, les participants à la table ronde apportent une série de nuances et de précisions pour y voir plus clair. Plusieurs dimensions sont interreliées. La crise économique mondiale, la consolidation de l'impérialisme, les luttes de libération nationale, de même que l'équilibre des rapports Nord-Sud sont au coeur de ce débat. Toutefois, les revendications des pays du Tiers-monde et les valeurs émancipatoires qui les portent apparaissent toujours légitimes.

Tiers-mondisme et anti-tiers-mondisme

Table ronde

Au printemps dernier, les auteurs du numéro 17/57, « Survivances et modèles de développement », tout en faisant référence à la remise en question du tiers-mondisme, ont avant tout mis en lumière les principaux aspects de la crise que traversent les pays du Tiers-monde. En partant de cette réalité, les intervenants de la table ronde qui suit cernent de plus près les positions qui se profilent derrière les thèses tiers-mondistes et anti-tiers-mondistes dans les pays développés.

Ont participé à cette table ronde :

Cary Hector, politicologue, professeur au département de sciences politiques, Université du Québec à Montréal

Pareesh Chattopadhyay, économiste, professeur au département de sociologie, Université du Québec à Montréal

Jacqueline Hekpazo, éducatrice au pré-scolaire, à Montréal
Mouhamed Sala Sfia, sociologue-économiste, professeur au département de sociologie, Université de Montréal

Denis Tognide, responsable de la table ronde, Faculté de l'aménagement, Université de Montréal

D. Tognide — Essayons d'abord de cerner les concepts afin d'apporter un peu plus d'éclairage sur les confusions souvent entretenues dans le débat sur le tiers-mondisme et l'anti-tiers-mondisme. Selon les anti-tiers-mondistes, le Tiers-monde n'existe pas. Le Tiers-monde serait un concept flou, sans consistance, difficile à définir, un fourre-tout ; et pourtant, ces aires géographiques et économiques que l'on regroupe sous la notion de Tiers-monde ont un fil historique commun : l'histoire

du colonialisme et de ses transformations récentes. Le Tiers-monde, selon les anti-tiers-mondistes, serait un mythe ; il y aurait, à la limite, des tiers-mondes, étant donné la grande diversité qui caractérise la multitude de pays composant cet ensemble. Le tiers-mondisme serait aussi diversifié, voire vague, que le Tiers-monde lui-même. Le tiers-mondisme serait une idéologie strictement calquée sur le marxisme. Qu'en pensez-vous ? Dans quelle mesure peut-on parler du Tiers-monde ? Comment définissez-vous les concepts : tiers-mondisme, anti-tiers-mondisme ? Comment historiquement ces deux concepts ont-ils pris forme ? Comment évolue dans le temps cette dualité tiers-mondisme/anti-tiers-mondisme ? Vous sentez-vous interpellés par ce débat ?

M.S. Sfia — Il me semble qu'il y a, dans ce qu'on appelle « le débat

sur le tiers-mondisme et l'anti-tiers-mondisme », beaucoup de confusion. Je vais proposer ici quelques remarques préliminaires, destinées à permettre, je l'espère, d'y voir un peu plus clair.

On peut aborder le problème par divers biais. Je le « prendrai », pour ma part, par le « bout » de l'anti-tiers-mondisme. Je distingue, à cet égard, trois réalités différentes :

- 1) Il y a d'abord un anti-tiers-mondisme que je qualifie de *fondamental*,
- 2) il y a ensuite un anti-tiers-mondisme *anti-tiers-mondiste*, c'est-à-dire un discours tenu contre le « tiers-mondisme » (autrement dit : contre un ensemble de thèses que l'anti-tiers-mondisme lui-même a étiquetées « tiers-mondistes »),
- 3) il y a enfin un anti-tiers-mondisme *anti-Tiers-monde*.

I — L'anti-tiers-mondisme fondamental

À partir du moment (le XVI^e siècle) où l'Europe a commencé à établir avec le reste du monde le rapport de domination que l'on sait, le mouvement par lequel cette mainmise s'est opérée, étendue, renforcée, a naturellement comporté une composante idéologique. Celle-ci a consisté en une attitude de dévalorisation, d'infériorisation, de néantisation du non-Européen par l'Européen. Il s'agit tout simplement de ce mépris systématique et profond de l'« homme de couleur » par

l'« homme blanc », qu'on appelle le *racisme*.

En ce sens, l'Europe, puis l'Occident, n'ont jamais été, depuis cinq cents ans, et ne pouvaient pas être, autre chose qu'anti-tiers-mondistes. La perception, globalement et fondamentalement négative, de l'Africain, de l'Asiatique, de l'Amérindien, comme étant essentiellement « affreux, sales et méchants », qu'est-ce, sinon de l'anti-tiers-mondisme ? En vérité, cet anti-tiers-mondisme là a formé, tout au long de ces siècles, l'essence même du rapport symbolique que la partie dominante du monde a entretenu avec la partie dominée.

Comment oublier alors que telle a été, durant toute l'histoire moderne (la période du capitalisme), la toile de fond des relations Nord-Sud ? Comment perdre de vue cet anti-tiers-mondisme fondamental, permanent, et faire comme si c'était seulement tout récemment que se serait manifestée en Occident cette sorte d'hostilité générale au Tiers-monde qui a reçu le nom « d'anti-tiers-mondisme » ?

II — L'anti-tiers-mondisme « anti-tiers-mondiste »

Cependant, il y a un moment historique précis, récent, où les termes « tiers-mondisme » et « anti-tiers-mondisme » ont commencé à être employés et mis en circulation, signalant un débat qui, lui, était nouveau. Ce moment, ce sont en gros les années soixante, soixante-dix et quatre-vingt.

Il n'est pas inutile de rappeler, tout d'abord, qu'au départ personne ne s'est auto-proclamé « tiers-mondiste ». Ce sont les « anti-tiers-mondistes » qui ont forgé l'étiquette et ont ainsi, en un sens, créé le « tiers-mondisme ».

Qu'est-ce que ce dernier mot a désigné, désigne ? Non pas quelque chose d'homogène, mais trois phénomènes distincts :

- 1) un courant composé, en Occident, de ceux (spécialistes, politiciens, coopérants, etc.) qui

défendaient et défendent, pour des raisons soit politiques, soit humanitaires, l'idée de la nécessité et de l'utilité de l'« aide » du Nord au Sud.

- 2) un courant composé, toujours en Occident, de ces intellectuels qui ont investi — idéologiquement et politiquement, mais aussi dans bien des cas affectivement et, pourrait-on dire, « folkloriquement » — dans les luttes de libération et dans les révolutions du Tiers-monde (« porteurs de valises », maoïstes de campus, jeunes militants tapissant les murs de leur chambre de posters du Che ou de Ho Chi Minh, etc.),
- 3) un courant composé, cette fois, d'intellectuels d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine qui, au terme de certaines analyses, en arrivent à affirmer, d'une part, que notre époque est celle de la transition du capitalisme au socialisme et, d'autre part, que le dépassement du capitalisme se fait dans et par la Périphérie et non pas dans et par le Centre (exemple : Samir Amin).

Au premier de ces trois courants (ou tendances) a répondu l'anti-tiers-mondisme de ceux qui, dans les pays développés, prônaient un certain isolationnisme, l'« abandon des peuples pauvres à leur triste sort » : ce sont les cartéristes (« la Corrèze avant le Zambèze ! »).

À la deuxième tendance s'est opposé l'anti-tiers-mondisme des forces qui, toujours au sein des sociétés occidentales, étaient par nature vouées à la lutte contre les révolutions du Tiers-monde, et plus généralement contre toute révolution.

La troisième tendance s'est trouvée aux prises avec ceux qui, encore en Occident, maintenaient et maintiennent l'idée que le rôle moteur dans les transformations du monde contemporain, et en particulier dans le passage au socialisme, revient à ce même Occident.

Trois débats donc, en appa-

rence. Mais examinons-les de près. Qu'y trouvons-nous ?

Dans le premier débat, les protagonistes sont deux groupes, appartenant aux sociétés du Centre, et donc chacun essaie d'imposer une politique donnée en matière de relations avec les continents sous-développés. L'enjeu est, lui aussi, purement interne à ces sociétés : il s'agit de savoir quelle force aura le pouvoir de définir la politique. Le Tiers-monde n'est pour rien là-dedans : il n'est nullement partie prenante au débat ; il n'est pas « sujet » en quoi que ce soit ; il est pur « objet » dans une controverse dont la portée lui est étrangère ; bref, il est simple prétexte.

Il en est de même dans le deuxième débat. Les protagonistes y sont, d'une part, les groupes détenteurs du pouvoir dans les sociétés occidentales et, d'autre part, une certaine gauche, un certain mouvement contestataire, qui, pour « faire peur aux bourgeois », pour « faire chier papa », recourt à l'épouvantail « Tiers-monde » comme elle aurait pu recourir à n'importe quoi d'autre. L'enjeu est donc, encore une fois, interne aux sociétés dominantes, le monde dominé n'étant là que comme « moyen », tout à fait contingent.

Ainsi, on voit bien que ces deux débats sont en somme des débats *occidentalo-occidentaux*. Tel n'est pas le cas, en revanche, du troisième, qui est le seul vrai débat entre le Nord et le Sud. Ce débat pose le problème, sérieux s'il en est, des rôles respectifs du Centre et de la Périphérie dans l'histoire qui se fait aujourd'hui et qui se fera demain : le problème de l'initiative historique.

Il y a, par conséquent, une différence de nature entre les premiers débats d'une part et le dernier d'autre part. Celui-ci est, à mon sens, celui qui mérite la plus grande attention. Car il est capital : il met face à face d'un côté l'*occidentalocentrisme*, qui vise à poursuivre le travail

de confiscation de la parole sur la scène du monde, et de l'autre côté l'effort fait pour *désoccidentaliser* l'histoire.

Il faut à ce propos souligner un aspect-clé de ce débat entre l'occidentalocentrisme et l'anti-occidentalocentrisme. Si vous appartenez au groupe des dominants et que vos analyses vous mènent à la conclusion que l'Occident est et demeurera le Maître, l'axe du monde, la référence absolue, la locomotive du devenir, etc., il sera tenu pour acquis que ce que vous faites c'est de la science, de la réflexion, etc. Si, par contre, vous appartenez au groupe des dominés et que vos analyses vous conduisent à la vision selon laquelle le monde change, le centre de gravité se déplace, un nouvel ordre mondial est en train d'émerger, etc., alors vous serez désigné du doigt comme étant « tiers-mondiste ». Ce qui se passe, là, c'est que le dominant tente de reléguer à la marge, de confiner dans le « partiel », le « régional », le discours qui le conteste radicalement, efficacement. C'est là l'un des mécanismes essentiels de la violence symbolique : le dominant essaie désespérément de sauver son monopole de l'universalité.

III — L'anti-tiers-mondisme « anti-Tiers-monde »

L'anti-tiers-mondisme que j'ai appelé « fondamental » est déjà un « anti-tiers-mondisme anti-Tiers-monde », puisqu'il est fait d'impressions, d'images, de croyances négatives du « civilisé » au sujet du « sauvage ». Mais, comme nous l'avons vu, il s'agit d'un anti-tiers-mondisme *général* : l'arrière-plan profond sur la base duquel s'est déroulée et se déroule toujours l'interaction Nord-Sud. Si l'on fait le tri dans les divers éléments du discours anti-tiers-mondiste le plus récent, on repère un anti-tiers-mondisme anti-Tiers-monde plus *spécifique*, plus précis, qui s'est développé, en fait, tout dernièrement : principalement dans la

quinzaine d'années qui vient de s'écouler. C'est de cet anti-tiers-mondisme là dont je vais parler maintenant.

Ce discours embrasse cinq thèmes majeurs :

- 1) Les sociétés du Tiers-monde sont des espèces de *lumpen-sociétés* : vraies « cours des miracles », elles sont avant tout caractérisées par la misère qui les écrase en même temps que par l'incapacité de porter remède à cette misère.
- 2) Ce n'est pas l'Occident, mais le Tiers-monde lui-même, qui est *responsable* de cet état de choses : nulle exploitation, nulle domination n'expliquent la richesse des pays riches et la pauvreté des pays pauvres.
- 3) Les sociétés du Tiers-monde ne sont porteuses d'aucune *promesse historique* : rien en elles, rien dans ces « faubourgs de l'histoire », n'annonce de percée positive ; ni les libérations nationales ni les révolutions ne sont susceptibles de produire de nouveaux modèles d'organisation sociale propres à représenter un quelconque progrès pour ces formations elles-mêmes ou pour l'Humanité dans son ensemble (c'est l'idée que certains espoirs suscités par telle ou telle potentialité, telle ou telle évolution du Tiers-monde, reposent sur des « mythes »).
- 4) Tout en étant ainsi « l'abomination de la désolation », le Tiers-monde est *dangereux*, comme sont « dangereuses » les « classes laborieuses » : le Sud est un péril pour le Nord, car il est à ce dernier ce que sont les « hordes barbares » aux « Romes civilisées ». Le danger est double. En premier lieu, le Tiers-monde est menaçant, d'une part en tant qu'arrière-cour *instable* du capitalisme central (déstabilisations de toutes sortes, guerres, etc.), d'autre part, en tant que source d'un *déferlement migratoire* difficile à contenir. En

second lieu, les pays du Tiers-monde sont menaçants pour le « monde libre » parce que le risque existe toujours que tel ou tel d'entre eux rompe avec le capitalisme (« le Sud finit toujours par se retrouver à l'Est », écrit Jean-François Revel ; et, pour André Glucksmann et Thierry Wolton, « le marxisme vit... dans les casernes du Tiers-monde », tandis que Daniel Lindenberg croit devoir préciser que c'est plutôt du « léninisme » qu'il s'agit).

- 5) En parlant du Tiers-monde comme d'une entité, on emploie une expression peut-être commode mais erronée : *le Tiers-monde n'existe pas* ; il n'y a que des pays plus ou moins pauvres, avec des problèmes dissemblables au point que le soi-disant ensemble tricontinental n'est qu'une invention d'idéologues.

Ce qui précède appelle de nombreux commentaires. Faute de temps, je me contenterai de présenter ici les quelques brèves réflexions suivantes :

- 1) En se penchant sur le contenu de cet anti-tiers-mondisme anti-Tiers-monde, il ne faut jamais oublier qu'il n'est pas de l'ordre de l'« inédit », de l'« inouï » : il n'est que la reprise, la *réactivation*, l'actualisation de l'anti-tiers-mondisme fondamental.
- 2) Pourquoi ce nouvel accès de fièvre anti-tiers-mondiste ? Pour deux raisons essentielles :
 - a) Il s'agit tout d'abord de la *réac-*

tion du dominant un moment secoué, désarçonné, « sonné » en quelque sorte, par le sur-saut, par l'assaut, du dominé : tout s'est passé comme si, après ce quart de siècle d'après-guerre où le Tiers-monde a mené les luttes que l'on sait, « le Maître » (l'Occident) se ressaisissait et tentait, d'une part, de se déculpabiliser et, d'autre part, de rabaisser « l'Esclave » (« Souviens-toi que tu n'es rien, que tu es la lie de la Terre »).

- b) Il s'agit ensuite d'un réflexe de *peur* : la peur qui s'est emparée du capitalisme central face à ce qui lui a paru être quelque chose comme un « raz-de-marée bolchevik », une tendance à l'extension du « rouge sur la carte du monde » (Vietnam puis Indochine, Angola, Mozambique, Guinée-Bissau et Cap-Vert, Éthiopie, Nicaragua, etc.).

En conclusion, s'il fallait attirer l'attention sur quelques idées maîtresses, je soulignerais :

- 1) qu'il convient de ne jamais oublier la toile de fond de l'anti-tiers-mondisme fondamental et de se demander toujours comment et pourquoi celui-ci prend telle forme dans telle conjoncture historique,
- 2) que l'étiquette « tiers-mondisme » a visé et vise avant tout à réduire à la dimension d'un discours « régional » les analyses générales de certains intellectuels du Tiers-monde, et a visé et vise avant tout à interdire à ces analyses, à cette conception de l'histoire, toute prétention à l'universalité,
- 3) que la campagne récente et actuelle contre le Tiers-monde s'explique surtout par la « peur du communisme ».

C. Hector — Faisons l'économie de rappels conceptuels : les références sont connues *ad nauseam*, et, ici même, Mouhamed Sfia nous en fournit un condensé pratique que je

partage d'emblée. Cela dit, je n'ai pas pour autant signalé le lieu de mon positionnement. Ce n'est pas par difficulté mais par gêne : je ne me reconnais pas dans les états d'âme — essentiellement eurocentristes — qui, en France, ont opposé les tenants du « tiers-mondisme » et de « l'anti-tiers-mondisme » des années 60-70, encore moins dans le « bazar de la charité » qui caractérisait, en partie, le « néo-tiers-mondisme » des années 80. Pourtant, l'interpellation demeure entière dans la mesure où les débats, querelles et controverses non seulement se poursuivent et se reproduisent mais aussi peuvent avoir des incidences directes sur les pratiques et les politiques relatives au Tiers-monde.

Avec des bilans et des synthèses comme *Le Tiers-monde et la gauche* (Le Nouvel Observateur, Paris, Seuil, 1979) ou *Qui a peur du Tiers-monde ?* de Carfantan/Condamines (Paris, Seuil, 1980), on pouvait penser que la cause était entendue. Le « tiers-mondisme » de la gauche (française) était un « mélange de mauvaise conscience rétrospective et de messianisme par procuration (...) à l'égard des événements politiques du Tiers-monde ». Un autre écrivait : « Avant d'être une réflexion sur le Tiers-monde, le tiers-mondisme est le fruit du cheminement compliqué de la gauche qui, de semi-échecs en désillusions, a dû constamment transférer sur d'autres forces, sur d'autres coins du monde, son rêve de Révolution et d'avènement d'un ordre social plus juste ». Et à la fin du débat du *Nouvel Observateur*, Jacques Julliard, tout en reconnaissant son erreur de jugement quant au destin, selon lui, nécessairement « totalitaire » du socialisme africain, lançait, un peu à la cantonade : « L'illusion tiers-mondiste est morte. Vive, plus que jamais, l'émancipation des peuples du Tiers-monde ! »

Or, six ans plus tard, le géographe Yves Lacoste, auteur « tiers-

mondiste » connu et reconnu, croit devoir « démythifier le tiers-mondisme pour le rendre plus efficace », dans un essai au titre on ne peut plus explicite : *Contre les anti-tiers-mondistes et contre certains tiers-mondistes* (Paris, La Découverte, 1985). Car, entre temps, la querelle avait repris de plus belle « au sein de l'intelligentsia parisienne » après la publication du livre « anti-tiers-mondiste » de Pascal Bruckner : *Le sanglot de l'homme blanc* (Paris, Seuil, 1983), puis après un colloque retentissant de la fondation « Liberté sans frontières » (janvier 1985). Claude Julien fustigera les outrances et autres manipulations intellectuelles de ce colloque dans une grande synthèse critique : « Une bête à abattre : le "tiers-mondisme" » (*Le Monde Diplomatique*, mai 1985).

Pourtant, renversement suprême, toutes ces controverses vraies et fausses auraient été apparemment sans objet car le Tiers-monde (comme univers socio-économique *sui generis*) n'existerait déjà plus ; il aurait pris sa « revanche » sur l'Occident qui « perd la prééminence ». En effet, à en croire le démographe Jean-Claude Chesnais dans *La Revanche du Tiers-monde* (Paris, Laffont, 1987), « de nombreux pays dits "peu développés" d'Asie ou d'Amérique latine sont parvenus à la hauteur du monde européen et parfois même distancent les pays de la sphère soviétique. » Malgré la dédicace de l'auteur à son maître Alfred Sauvy, « père de la notion de "Tiers-monde" » et le déploiement d'un appareil empirique impressionnant (mais largement erroné — cf. *Le Monde Diplomatique*, août 1987), cette prétendue revanche du Tiers-monde se révèle être une autre fantasmagorie idéologique orientée, pour l'essentiel, vers une double finalité : donner bonne conscience à l'Occident, hier colonialiste et impérialiste, puis aujourd'hui à la fois protectionniste et libre-échangiste,

et conforter les illusions « développementistes » du Tiers-monde.

P. Chattopadhyay — Tout en étant d'accord avec les interventions de Mouhamed Sfia et de Cary Hector, j'aimerais apporter quelques éléments théoriques pour alimenter le débat.

Par l'expression « Tiers-monde » on se réfère, habituellement, à l'ensemble des pays des trois continents, Afrique, Asie, Amérique latine, issus de la décolonisation, ou en lutte contre l'impérialisme. En ce sens, « Tiers-monde », « pays en voie de développement » et « pays sous-développés » sont des expressions équivalentes ; ainsi, le « tiers-mondisme » est conçu comme une idéologie qui met l'accent sur les potentialités révolutionnaires des pays des trois continents en question.

Ma conception est quelque peu différente. Je pars du point de vue matérialiste bien connu ; pour caractériser une société quelconque pendant une période donnée de l'histoire, on doit examiner la situation des producteurs immédiats — au sens de Marx — par rapport à leurs propres conditions de production. Dans cette perspective le procès de développement se révèle comme une évolution des rapports entre « l'homme de travail et les instruments de travail » (Marx). Autrement dit, une société peut se qualifier de « développée » par rapport à son passé dans la mesure où les « producteurs immédiats » arrivent à créer les conditions de leur maîtrise sur l'ensemble de leur situation sociale. Il s'ensuit qu'en ce qui concerne le « Tiers-monde », l'analyse des rapports entre l'impérialisme — conçu comme capitalisme arrivé à un stade donné — et les peuples des pays concernés est absolument cruciale. À cet égard, le « tiers-mondisme » (en tant qu'idéologie) n'arrive pas à donner une idée juste de la réalité des pays en question. Tout d'abord il ne donne pas assez d'importance à l'inégalité de déve-

loppement entre les pays du « Tiers-monde » ou à l'intérieur d'un même pays, ni non plus aux niveaux des luttes de classes qui y correspondent ; et, au mieux, il aboutit, dans sa version anti-impérialiste, à dénoncer ce qu'on appelle « l'échange inégal » entre les pays du « Centre » et de la « Périphérie » (alternativement appelés « Nord-Sud ») en faisant abstraction des rapports sociaux d'exploitation et de domination à l'intérieur de la « Périphérie » (aussi bien qu'à l'intérieur du « Centre »). Ainsi les rapports d'exploitation impérialistes se situent non pas au niveau des *classes* mais à celui des *pays*, alors que l'essence de l'impérialisme doit être cherchée dans les rapports sociaux de production qui expliquent comment la bourgeoisie impérialiste, tout en exploitant les ouvriers du « Centre », s'associe, à l'intérieur du « Tiers-monde », avec la bourgeoisie indigène et avec les classes dominantes issues des rapports pré-capitalistes de production pour extorquer le sur-travail non payé des « producteurs immédiats » du « Tiers-monde ».

En effet, le stade de développement de la formation socio-économique à l'intérieur du « Tiers-monde » est *concrètement* caractérisé par ses rapports d'exploitation qui, en même temps, indiquent comment les « producteurs immédiats » créent leurs propres conditions d'auto-émancipation. L'impérialisme, d'un côté, stimule le développement du capitalisme — surtout par l'exportation du capital — et, de l'autre, empêche ce développement par l'alliance des classes qui lui permet de préserver sa domination.

Dans la perspective du « tiers-mondisme », la signification de l'exploitation a des répercussions quasiment « nationales » et, logiquement, la lutte contre l'exploitation est une lutte nationale contre l'impérialisme où tous les rapports d'exploitation des « producteurs immédiats » sont effacés au profit des classes dominantes indigènes. Ainsi, le

180 « tiers-mondisme » risque de devenir une arme commode des classes dominantes des pays en question si on ne met pas au *premier plan* le point de vue des « producteurs immédiats » par rapport à leurs conditions de production.

J. Hekpazo — Les éléments théoriques et analytiques que proposent Mouhamed Sfia apportent un réel éclairage pour cerner les réalités complexes de cet univers socio-économique qu'est le Tiers-monde. J'aimerais ajouter quelques éléments relatifs à la solidarité internationale conséquente qui caractérise le tiers-mondisme que je vois comme un mouvement.

Selon moi, le tiers-mondisme signifie soutien à l'aspiration des pays du Tiers-monde à l'établissement d'un contrôle de leurs richesses, au développement des forces productives et à la promotion des cultures nationales. Le tiers-mondisme veut dire appui aux revendications des pays du Tiers-monde pour une refonte des rapports économiques internationaux sur une base d'équité et de démocratie. Le tiers-mondisme, selon moi en tant qu'Africaine, c'est la lutte anti-impérialiste conséquente. L'expérience d'autodétermination qui est en cours présentement au Burkina Faso mérite d'être analysée par les intellectuels tiers-mondistes conséquents et de recevoir un soutien non équivoque.

Selon moi, l'anti-tiers-mondisme est l'offensive idéologique du monde

dit libre dans sa lutte contre l'expansion des principes socialistes. « Liberté sans frontières » et « Médecins sans frontières » sont des initiatives ayant des objectifs quasi similaires à ceux mis de l'avant par les organisations non gouvernementales (ONG). Ces initiatives, comme les activités des ONG, ont pour impact de ralentir le mouvement tiers-mondiste, mais elles ne pourront pas le bloquer. Chaliand, Bruckner, Finkielkraut, Revel, Leroy-Larudie sont anti-tiers-mondistes. René Dumont, malgré son discours, est un réformiste ; il n'est pas loin des anti-tiers-mondistes.

Le tiers-mondisme est un mouvement, et comme tout mouvement il est porteur de diverses tendances. Les intellectuels peuvent, dans la mesure où ils comprennent les conditions et les problèmes de l'évolution sociale à laquelle ils participent par leurs actes, leurs écrits et leurs attitudes, accélérer ou retarder le progrès historique, aplanir les obstacles ou en dresser sur la voie de la lutte, et jouer ainsi un rôle progressiste et positif ou, à l'inverse, réactionnaire et négatif.

D. Tognide — J'aimerais qu'on revienne au débat d'idées afin d'approfondir davantage les concepts. Mouhamed Sfia et Paresh Chattopadhyay ont tour à tour fait ressortir des thèmes de réflexion sur lesquels nous reviendrons. Jacqueline Hekpazo insiste sur l'aspect solidarité internationale conséquente comme l'une des caractéristiques majeures du tiers-mondisme, nous essaierons d'y revenir. Mais avant, j'aimerais adresser une question à Cary Hector. Dans votre intervention, vous avez mis en évidence l'évolution qu'a connue le débat sur le Tiers-monde et vous avez insisté sur les transformations récentes que le tiers-mondisme a connues. Mais quelle perspective ce débat ouvre-t-il dans le Tiers-monde ? Et surtout au profit de qui dans le Tiers-monde ? Y a-t-il des questions pertinentes

pour mettre en évidence des trajectoires d'affirmation et de réelle émancipation de ces pays qu'on regroupe dans cet univers socio-économique appelé Tiers-monde ?

C. Hector — À mon avis, les spéculations « tiers-mondistes » et « anti-tiers-mondistes », telles qu'alimentées par l'eurocentrisme ou l'occidentocentrisme, ne mènent nulle part sinon à la reformulation constante des paramètres du rapport de domination/subordination entre pays capitalistes développés et pays dits sous-développés, capitalistes ou non. Or, de Bandoeng en 1955 à nos jours, en passant par la Déclaration du Nouvel Ordre Économique International (NOEI) en 1974 et d'autres forums d'expression collective (le groupe des 77, notamment), une seule et même préoccupation sous-tend les efforts d'autonomie collective du Tiers-monde : la rupture de ces paramètres ou, à tout le moins, leur atténuation significative, i.e. de manière durable et irréversible. Tel est, à mon avis, le terrain pertinent du tiers-mondisme créateur — celui exprimé par les peuples du Tiers-monde à travers leurs porte-parole historiques — et ouvert à la solidarité internationale conséquente. Comment y parvenir ? Avec quels moyens ? quelles stratégies ? quels alliés ? Et surtout, au profit de qui dans le Tiers-monde ? Telles sont les interrogations qui, historiquement et de manière récurrente, balisent la trajectoire d'affirmation et d'émancipation (économique, politique, culturelle) des pays du Tiers-monde.

Aujourd'hui, dans les années 80, au vu de la crise du développement, ce tiers-mondisme-là est plus actuel mais aussi plus vulnérable que jamais. Se situer par rapport à cette problématique suppose, à mon sens, que l'on fasse état de certaines prémisses minimales et que l'on prenne acte d'un certain nombre de certitudes, les unes et les autres dictées par l'expérience historique des quelque trente dernières années. À

défaut de quoi, je ne verrais pas d'autres perspectives que celles de la circularité et de la vanité... académique de nos propos.

J'avancerais, en pointillé, ce qui suit :

C'est, aujourd'hui, plus qu'enfoncer une porte ouverte que de faire état de la *diversité* du Tiers-monde. Au demeurant, il en a toujours été ainsi, dans la réalité historique, concrète de ces pays. Sauf que celle-ci aura été, paradoxalement, occultée, voire gommée, par la notion globalement et symboliquement unifiante de Tiers-monde. Il ne s'ensuit pas pour autant que l'*unité* du Tiers-monde n'est que pure chimère d'idéologues : des facteurs historiques, géographiques, culturels, etc. *communs* peuvent en composer le soubassement. Dans leur trajectoire d'émergence dans le système international d'après 1945, les pays du Tiers-monde ont connu des moments ou des périodes de forte intensité unitaire (Bandoeng, NOEI, non-alignement, CNUCED, etc.). Toutefois, il faut reconnaître que cette dynamique unitaire se heurte nécessairement, d'une part, à celle, dominante et atomisante, du rapport Pays développés/Pays sous-développés (en d'autres termes, celle de la Division Internationale du Travail) et, d'autre part, à celle, forcément centrifuge, des propres intérêts sectoriels des pays du Tiers-monde, pris individuellement. Pourtant, sans une certaine unité fonctionnelle (et tout en restant conscients des « limites du discours unitaire », cf. Ahmed Mahiou, *Revue Tiers-monde*, 96, 1983) ces pays ne sauraient promouvoir un quelconque pouvoir collectif de négociation face aux pays développés.

M.S. Sfia — J'aimerais souligner quelques éléments à propos de la question de l'unité et de la diversité du Tiers-monde. Je pense que cette question est l'une des plus importantes. Elle est vraiment au cœur de ce débat parce qu'affirmer que le Tiers-monde existe ou n'existe pas,

ne relève pas de la simple spéculation. Je m'explique. Rappelons le débat, à peu près permanent depuis la naissance du mouvement ouvrier, sur l'existence ou la non-existence de la classe ouvrière. Il y a eu un incessant débat fondamental dans lequel la bourgeoisie et ses experts, ses porte-parole, étudiaient de manière microscopique la classe ouvrière, pour insister sur le fait qu'elle n'existait pas, comme les anti-tiers-mondistes le disent actuellement du Tiers-monde.

Jean-Claude Chesnais a récemment écrit un livre où il dit : « Il n'y a pas de Tiers-monde, il n'y a que des pays pauvres ayant des problèmes et des niveaux de pauvreté différents ». On a toujours dit ça contre la classe ouvrière et contre la payannerie. C'est une arme constamment utilisée par le dominant pour empêcher le dominé de se constituer en tant qu'entité, en tant que force.

Ces affirmations ne correspondent pas, à mon avis, à un problème scientifique à résoudre, mais à un problème politique. La classe ouvrière ou, aujourd'hui, le Tiers-monde ont autant d'éléments de diversité que d'éléments d'unité. Le choix d'une optique ou de l'autre dépend de la pratique politique qu'on mène, de ce qu'on veut faire. Si on veut mener la lutte de classes en vue de la libération de la classe ouvrière, on insiste sur l'existence d'éléments d'unité, c'est-à-dire l'existence d'un groupe qui répond à certains critères, dont le plus important est l'exploitation qu'il subit. Si, au contraire, on veut empêcher ce groupe de se constituer, de prendre conscience de lui-même, de mener sa pratique politique, c'est tout le bavardage habituel sur la diversité qu'on utilise. Tout est divers et tout est uni. C'est pour cela que je dis que c'est vraiment un problème de fond. J'aime beaucoup l'expression de Pierre Bourdieu qui dit « Les luttes de classes c'est fondamentalement des luttes de classement »,

c'est-à-dire des luttes pour constituer des catégories sociales données, pour classer les individus dans tel ou tel ensemble. Je ne veux pas pousser trop loin l'analogie, mais je la fais quand même. Quand, aujourd'hui, un certain nombre de gens, surtout depuis ces dernières années, après avoir eux-mêmes inventé, comme Denis Tognide l'a rappelé, le concept de Tiers-monde, commencent à dire : « Le Tiers-monde n'existe pas ; vous voyez, l'Inde, le Burkina Faso, Cuba, le Brésil, Haïti n'ont rien à voir l'un avec l'autre », quand ils font ces affirmations, ils mettent en oeuvre un arme idéologique pour diviser un certain nombre de pays et de classes sociales. Ils mettent en place un arsenal pour diviser un certain front qui est fondamentalement anti-impérialiste. Que ce front soit anti-impérialiste à un niveau très élémentaire ou non, il faut reconnaître qu'il s'agit d'un front qui menace sérieusement le statu quo mondial.

Fondamentalement, cette question de savoir si le Tiers-monde existe ou non est une des questions majeures de la lutte idéologique de classes à l'échelle internationale. Quand Fidel Castro, par exemple, fait des efforts à La Havane pour insister sur l'existence du front des 77, des 99, etc., il sait bien que Cuba n'est pas la Libye, que la Libye n'est pas l'Inde, que l'Inde n'est pas le Sénégal, et ainsi de suite. Mais il mène une opération de lutte de classes à l'échelle mondiale qui consiste à organiser un certain front.

J'insiste sur le fait que les prises de position d'un certain nombre d'auteurs soutenant que le Tiers-monde n'existe pas constituent une arme de premier plan pour les classes dominantes impérialistes qui veulent reproduire le statu quo mondial.

D. Tognide — J'aimerais revenir à l'intervention de Paresh Chattopadhyay. De votre analyse de tout à l'heure, il ressort que, pour bien cerner le concept de tiers-mondisme,

il faut mettre au premier plan le point de vue « des producteurs immédiats, par rapport à leurs conditions de production ». Mais que pensez-vous de l'opinion selon laquelle le Tiers-monde est exclusivement un produit du colonialisme et de l'impérialisme ?

P. Chattopadhyay — Cette opinion m'apparaît restrictive surtout dans sa façon de définir des réalités socio-économiques qui caractérisent le Tiers-monde. Lorsqu'on dit « impérialisme » de quels pays s'agit-il ? Occidentaux par rapport à quel orient ? Par exemple, le Japon est un pays éminemment impérialiste, mais il s'agit d'un pays de l'orient. Pour moi, l'impérialisme, stade spécifique avancé du capitalisme, est conçu indépendamment de la dimension géographique. Lorsqu'un pays exporte son capital sous diverses formes il devient impérialiste. La Suisse n'y échappe pas, mais on en parle rarement. De ce point de vue, l'URSS, par exemple, est un pays impérialiste. Mon analyse part avant tout du type de rapports de production qui prédomine dans le pays considéré. Nulle part au monde les producteurs directs ne contrôlent leurs moyens de production.

C'est par des alliances de classes que l'impérialisme réussit à exploiter le Tiers-monde. Les classes dominantes indigènes du Tiers-monde intéressées à préserver leurs propres modes d'exploitation collaborent avec les impérialistes dans

un front uni contre les masses populaires du Tiers-monde. C'est ça qui explique dans le Tiers-monde la continuation, en dépit de quelques changements, des modes de production condamnés par l'histoire. C'est cette situation qui explique l'état arriéré des pays du Tiers-monde.

M.S. Sfia — J'aimerais dire deux mots sur la question que soulève Paresh Chattopadhyay concernant les enjeux de la lutte des classes à l'échelle mondiale et la non-importance de la dimension géographique de l'impérialisme. À mon avis, le problème se pose en termes de luttes de classes aux échelles nationales et à l'échelle mondiale ; mais il ne faut pas oublier que l'impérialisme s'est aussi incarné géographiquement. Je veux dire que l'Occident, je reprends ce terme géographique, a été le berceau du développement du capitalisme. Il a pu continuer ce développement et l'étendre à l'échelle mondiale avec tout le système de domination et d'exploitation qui en résulte. Il y a eu un autre phénomène qui en résulte et qui, selon moi, est de la plus haute importance : ce sont les rapports, disons, ethniques, pour aller vite. Il s'agit des rapports qui se sont établis entre un certain groupe ethno-culturel, les Occidentaux, et le reste du monde. Ces alliances ont consisté à établir des rapports de force qui ont été extrêmement utiles à la reproduction du système capitaliste.

En d'autres termes, le capitalisme mondial et l'impérialisme, comme manière d'exister du capitalisme, ont autant besoin de la domination et de l'exploitation de classes que de la domination ethno-culturelle pour survivre. Ils en ont besoin parce que cela permet au capitalisme de renforcer les rapports de production qui sont les siens, en utilisant un certain nombre d'éléments, comme le chauvinisme national, comme les unions sacrées à l'intérieur de son domaine le plus

proche, c'est-à-dire du Centre. Autrement dit, le capitalisme mondial ne se constitue et ne se renforce qu'en utilisant, lui aussi, la notion de supériorité de l'Occidental par rapport aux autres régions du monde.

Ce n'est pas le Tiers-monde qui l'invente ; c'est le mécanisme mis en place par un groupe ethno-culturel précis, les Occidentaux. La division géographique du monde s'est faite historiquement pour des raisons que je viens d'évoquer.

Pour terminer là-dessus, je dirais que je ne suis pas tout à fait d'accord avec le rappel qu'a fait Paresh Chattopadhyay de ce que les grands classiques du marxisme ont dit à propos des rapports de classes et de la place qu'occupe la dimension géographique. Pendant qu'il parlait, je me suis rappelé l'article bien connu de Lénine : « L'Asie avancée, l'Europe arriérée ». Voilà une définition géographique, mais pourtant Lénine n'a pas oublié sa théorie. Il a voulu dire simplement qu'étant donné l'apparition du phénomène de l'aristocratie ouvrière en Europe, il se pourrait que l'Europe soit arriérée dans le mouvement historique de lutte contre l'impérialisme, et que l'Asie, par l'existence de certaines forces de libération nationale et de forces révolutionnaires, soit plus avancée. Et depuis ce temps-là, dans toutes les thèses des grands théoriciens du marxisme, ce thème est revenu avec ces connotations géographiques.

Alors, je suis d'accord sur le fait que nous ne devons pas, comme certains intégristes, analyser toute l'histoire en termes d'oppositions géographiques, de pays, de civilisations. Je parle moi de l'analyse de ce qu'a été le capitalisme, d'après ce que j'en sais, depuis le 16^e siècle, mais je ne peux pas ignorer les effets géographiques et surtout ethno-culturels que cette organisation mondiale a développés ; et ces effets-là sont la réalité historique dans laquelle nous vivons. Pour le capitalisme, il est devenu tout à fait

nécessaire d'utiliser les mécanismes habituels de la reproduction des rapports sociaux capitalistes, mais d'utiliser aussi les multiples éléments de différenciation ethno-culturelle, de renforcer le chauvinisme européen, occidental. Encore aujourd'hui, vous entendrez des intellectuels européens, qui se disent de gauche, affirmer que : « L'Europe est un miracle de l'histoire ». Je pense qu'il s'agit là d'un élément fondamental de cet arsenal d'armes pour maintenir le statu quo dont cette partie géographique du monde profite. Le fameux phénomène d'aristocratie ouvrière est allé très loin en Occident, de sorte que l'Occident a un sens pour l'ouvrier aussi. Volkswagen organise annuellement pour ses ouvriers des vacances touristiques qui leur permettent d'aller voir les pauvres sauvages en Tunisie, au Maroc ou en Asie. À mon avis, l'articulation des rapports ethniques, qui souvent deviennent géographiques, ne doit pas du tout être évacuée de l'analyse du système capitaliste mondial.

D. Tognide — Maintenant que nous avons tenté de faire ressortir des éléments de réflexion sur le concept, j'aimerais qu'on se penche sur les réalités socio-économiques qui caractérisent le Tiers-monde. Peut-on relier le débat sur le tiers-mondisme et l'anti-tiers-mondisme à l'ensemble des tendances néo-conservatrices actuelles en faveur du libre-échange, de la privatisation, etc. ? Concernant la crise économique mondiale, la solution que préconisent les États-Unis et les pays occidentaux en général, c'est le libéralisme économique. Face à cette soi-disant ouverture du marché international, du côté du Tiers-monde on assiste à l'émergence de certains pays d'Asie du Sud-Est communément appelés les nouveaux pays industrialisés (NPI) : Taïwan, Corée du Sud, Singapour, Hong-Kong, Indonésie, Malaisie. Les anti-tiers-mondistes pro-libéraux utilisent le syndrome asiatique comme

élément de preuve et de justification de leur argumentation. Sans questionner les conditions dans lesquelles s'est opérée l'émergence des NPI d'Asie du Sud-Est, les anti-tiers-mondistes trouvent que ce n'est pas une lutte anti-impérialiste que doivent mener les pays du Tiers-monde ; selon les anti-tiers-mondistes, le Tiers-monde doit adopter le modèle des NPI comme exemple de développement. Le modèle des NPI est-il la voie du salut pour les pays du Tiers-monde ? Le marché économique mondial est-il accessible à tous les pays du Tiers-monde ? La thérapeutique libérale peut-elle à elle seule circonscrire l'envergure des réalités socio-économiques des pays d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie ? De plus, suite aux pressions des bailleurs de fonds, les pays du Tiers-monde vivent une économie « sous ajustement ». Les mesures, souvent brutales, préconisées par le FMI ou la BIRD (Banque Mondiale) pour assainir financièrement et redresser économiquement les pays du Tiers-monde, n'ont pas engendré jusqu'à présent des reprises économiques durables malgré quelques timides améliorations. Faut-il mettre le dialogue Nord-Sud au congélateur et promouvoir un dialogue Sud-Sud plus franc et plus réel ?

C. Hector — Qu'il y ait crise des « modèles de développement » mis de l'avant au cours des trois dernières décennies, singulièrement, celui ancré dans le paradigme d'industrialisation ne fait l'objet d'aucune contestation sérieuse. Il convient certes d'éviter les généralisations abusives soit en mettant dans le même sac les différentes catégories de pays (quelle que soit la typologie retenue), soit en uniformisant les effets de la crise sur les différentes catégories de pays (« Nouveaux Pays Industriels », « Pays moins avancés », etc.).

Par ailleurs, cette crise doit d'emblée être articulée à celle plus globale liée à la récession de l'écono-

mie mondiale (donc des pays dominants) depuis la fin des années 70-début des années 80, en même temps qu'elle doit en être distinguée dans ses spécificités. L'une d'elles, aujourd'hui fondamentale, s'exprime à travers la *dette publique extérieure*, devenue obstacle structurel au développement, tant par son montant global et sa composition (privatisation) que par son poids relatif excessif par rapport au PNB et aux exportations (taux du service de la dette). Des auteurs comme Carlos Ominami, Alain Lipietz, Michel Beaud, etc. ont su mettre à jour la complexité des situations de crise dans le Tiers-monde. Et il est même révélateur que des auteurs au-delà de tout soupçon occidentalocentriste, comme Samir Amin ou André Gunder Frank, divergent dans leur interprétation des incidences de la crise dans le Tiers-monde (voir *La crise, quelle crise ?* Paris, Maspéro, 1982).

Quant à la sortie de la crise ou son dépassement, les approches sont tantôt conjoncturelles, tantôt structurelles. Les premières rejoignent des préoccupations de court-moyen terme comme, par exemple, les politiques d'ajustement sous l'égide de la Banque Mondiale ou, plus précisément, du Fonds Monétaire International. Elles ne font, on le sait, que reculer les échéances et, surtout, aggraver la précarité existentielle des populations sur lesquelles est reporté le fardeau de la crise. Les secondes cherchent à se fonder sur une problématique de transformation globale, bref sur un projet de société ; d'où la problématique d'une mobilisation nationale qui serait portée par une volonté politique collective. On voit bien qu'il ne saurait être question de solution unique ou de voie royale, compte tenu de la diversité des systèmes et des rapports de domination en vigueur dans les pays du Tiers-monde.

Néanmoins, demeure posée la question fondamentale : que faire ?

La réponse ou, mieux, l'éventail des réponses est d'abord et avant tout conditionné par les paramètres de la situation *nationale*, en particulier par le rapport de force *politique*, la prémisses étant que celui-ci tend majoritairement vers l'émancipation collective. Situation « réformiste », « révolutionnaire », etc. ou pas, elle doit pouvoir compter sur les formes de coopération régionale « Sud-Sud », qui renforcent l'atténuation ou la distension des rapports de domination « Nord-Sud ». Cela va-t-il de soi ? L'expérience historique récente montre que les conquêtes dans ce domaine sont encore fragiles et à consolider. Enfin, la solidarité internationale « tiers-mondiste » (cette fois-ci non occidentalocentriste) reste à construire, surtout si elle accepte pour prémisses que « l'affranchissement du Tiers-monde (...) ne peut venir que de lui-même » (Voir Elio Comarin, *L'État du Tiers Monde*, 1987). Dès lors, il ne saurait y avoir qu'un seul tiers-mondisme : celui de l'émancipation et de l'autonomie collective des peuples du Tiers-monde.

J. Hekpazo — Lorsqu'on parle de dialogue Nord-Sud, de quoi s'agit-il ?

Quand les pays du Tiers-monde revendiquent :

- la stabilisation et la garantie de leurs principales exportations,
- la revalorisation de leurs matières premières,
- l'indexation des prix des matières premières sur ceux des produits

- industriels,
- l'accès aux marchés des pays industrialisés,
- l'allègement de leur dette.

Les pays industrialisés répondent par :

- la manipulation des taux de change, la réduction de l'aide au développement,
- le protectionnisme, l'augmentation des prix des produits manufacturés, l'exportation de l'inflation...

Il n'y a aucune chance pour les pays du Tiers-monde de se développer dans un monde capitaliste, de façon « endogène, autocentrée », à moins de la faire dans une perspective révolutionnaire. Car le corollaire de l'impérialisme sera toujours la dépendance.

Il y a deux combats à mener pour les peuples du Tiers-monde : sur le front externe, contre l'impérialisme ; sur le front interne, contre les classes dirigeantes nationales néo-coloniales. Le tiers-mondisme doit être sur le même terrain de lutte que le mouvement des non-alignés. Kwamé N'Krumah disait « que le seul non-alignement qu'il pouvait concevoir, c'était le non-alignement sur l'impérialisme ». Et comme le souligne Fidel Castro, le non-alignement signifie « engagement total contre toutes les pratiques de l'impérialisme *partout* où elles se manifestent ».

M.S. Sfia — Je crois fondamentalement que l'anti-tiers-mondisme est lié aux tendances néo-conservatrices actuelles en faveur du libre-échange, de la privatisation, du protectionnisme, etc. Il s'agit là de mesures et de stratégies pour renforcer le système capitaliste mondial. Le renforcement du capitalisme central va de pair avec l'intensification de l'anti-tiers-mondisme. Le fait que l'anti-tiers-mondisme ait pris depuis ces dernières années des allures agressives et systématiques en France, en particulier, et en Occident, en général, n'est pas un phénomène isolé ou un hasard. Comme je l'ai fait remarquer dans l'une de

mes premières interventions, il y a dans l'anti-tiers-mondisme un aspect de lutte idéologique menée par le capitalisme central pour empêcher toute remise en question du statu quo dont profitent les pays impérialistes. Depuis ces dernières décennies deux éléments majeurs ont ravivé la réaction anti-tiers-mondiste. Ce sont, selon moi, les mouvements de libération nationale et le mouvement révolutionnaire dans le Tiers-monde. Ces mouvements ont leur importance parce qu'ils ouvrent la voie à toutes les possibilités de remise en question du système capitaliste mondial. Les nouvelles tendances néo-conservatrices, en plus de ce qui a été souligné par les intervenants qui m'ont précédé, ont pour objectif de bloquer autant que possible toute initiative devant aboutir à l'émancipation effective des peuples du Tiers-monde. Ces tendances ont pour objectif de discréditer les mouvements nationalistes dans le Tiers-monde et d'empêcher tous les liens qui pourraient se tisser entre ces mouvements nationalistes du Tiers-monde et les forces progressistes dans les pays d'Europe et d'Amérique du Nord. Il ne faut pas non plus oublier que toute la période d'après-guerre est une période de luttes révolutionnaires qui ont causé des problèmes majeurs à l'impérialisme. Il y a eu la révolution chinoise, la révolution vietnamienne, la révolution cubaine, les luttes révolutionnaires qui ont abouti à des résultats partiels en Afrique ; actuellement, il y a le Nicaragua. Tous ces éléments-là se sont ajoutés à la peur que l'Occident développe envers les mouvements de libération nationale. Toute cette situation amène l'impérialisme à mettre en marche une machine idéologique propre à discréditer les mouvements de libération nationale dans le Tiers-monde. Je viens de voir qu'un auteur a écrit un livre qui s'intitule « Le Burkina Faso, un totalitarisme sans État ». Est-ce que cet auteur sait de quoi il parle ?

Si le Tiers-monde, malgré les indépendances, était demeuré complètement soumis, s'il n'y avait aucune Algérie, aucun Viet-Nam, aucun Cuba, aucun Nicaragua, etc., je vous assure qu'il n'y aurait pas d'anti-tiers-mondisme. Il y aurait le paternalisme raciste traditionnel qui consisterait à dire : ces gens-là du Tiers-monde sont bien gentils mais ce sont des sauvages qui ne nous empêcheront pas de dormir.

LA REVUE CANADIENNE DE PSYCHO-EDUCATION

Politique éditoriale

La Revue canadienne de psycho-éducation publie des articles sous les cinq rubriques suivantes:

- a) articles théoriques relatifs aux sciences humaines;
- b) rapports de recherche de divers types;
- c) mémoires cliniques ou présentation d'expériences professionnelles au sens large;
- d) idées nouvelles: tout apport original susceptible d'enrichir le champ psycho-éducatif;
- e) critiques et recension de livres.

Parutions et abonnement

La Revue canadienne de psycho-éducation est bi-annuelle et paraît aux mois d'avril et novembre. L'abonnement pour 1987 est de 10,00\$ (individus), 15,00\$ (organismes) pour le Canada et de 12,00\$ (individus), 16,00\$ (organismes) pour les autres pays.

Les abonnements doivent être payés à l'ordre de la **REVUE CANADIENNE DE PSYCHO-EDUCATION** par chèque ou mandat-poste et adressés à:

REVUE CANADIENNE DE PSYCHO-EDUCATION
A/S Claudette Gemme
750 est, boulevard Gouin
Montréal, Québec
H2C 1A6
(514) 382-2972